

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 19 mai au 1er juin 2014 – n°150**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

L'Europe de la finance ça suffit ! Sortons de l'austérité en France et en Europe

LA COLÈRE DES PEUPLES EST GRANDE EN FRANCE ET EN EUROPE ELLE EST LÉGITIME

Après Sarkozy, Hollande et Valls inscrivent leurs choix politiques dans les pas de la commission européenne et de Merkel. En Europe comme en France, pour préserver les profits d'une minorité, la crise financière a été le prétexte pour imposer des plans d'austérité, baisser nos salaires et nos retraites, casser et privatiser les services publics.

Résultat, le chômage et la précarité explosent, la vie est de plus en plus dure pour le plus grand nombre.

ROMPRE AVEC LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ EN FRANCE ET EN EUROPE C'EST POSSIBLE

Face à ce désastre ouvrons une autre voie. Nous proposons de mobiliser les immenses ressources disponibles dans les banques et les grandes entreprises européennes pour financer la relance sociale et écologique de l'activité. Nous proposons de reprendre le pouvoir sur la finance et de porter une nouvelle ambition de coopérations et de solidarités.

LE 25 MAI VOTONS POUR LES CANDIDATS ET CANDIDATES DU FRONT DE GAUCHE

Les partis qui appliquent l'austérité font semblant de s'opposer entre eux. Mais, déjà, ils sont déjà en train de se répartir les responsabilités pour faire la même politique. En votant pour les listes Front de gauche, avec la candidature d'Alexis Tsipras à la Présidence de la commission européenne, vous pourrez dire : NON à l'Europe de la finance et de l'austérité. OUI à une Europe des peuples !

10 raisons de voter Front de gauche aux Européennes

POUR ROMPRE AVEC L'EUROPE DE LA FINANCE, des banquiers et des actionnaires, qui se traduit par des politiques d'austérité. Nous voulons construire une nouvelle union coopérative et solidaire, celle de l'Humain d'abord.

POUR AGIR CONTRE LA CASSE DES DROITS sociaux et des services publics.

POUR LA DÉFENSE ET LA MODERNISATION de nouveaux projets industriels et agricoles, s'inscrivant dans un projet de transition écologique.

POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ DU TRAVAIL ET LA RÉGRESSION SOCIALE. Mettre fin au dumping social à l'image de la pratique des salariés déplacés, avec l'harmonisation par le haut pour l'instauration d'un salaire minimum décent dans chaque pays.

POUR CHANGER LE RÔLE ET LES STATUTS de la Banque centrale européenne, afin de la mettre au service de l'emploi et de l'investissement socialement utile, la formation, la réindustrialisation et les services publics. Pour la taxation des mouvements de capitaux spéculatifs et la fin des paradis fiscaux.

POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE FEMME-HOMME, avec l'instauration de "la clause de l'Européenne la plus favorisée", afin que chaque femme puisse bénéficier des lois les plus avancées dans les pays de l'Union.

POUR REJETER LE TRAITÉ DE LIBRE ÉCHANGE TRANSATLANTIQUE qui attaquerait encore plus nos droits et permettrait l'arrivée en Europe de produits ne répondant pas à nos normes sociales ou environnementales (poulet lavé au chlore, viande aux hormones...). Nous sommes pour des échanges justes avec le monde, des relations qui doivent se nouer sur un pied d'égalité et non dans le cadre d'accord qui ne favorisent que le dumping social.

POUR CESSER DE BAFUER LA SOUVERAINÉTÉ POPULAIRE tant au niveau national qu'europpéen et mettre en place une Europe de la démocratie, où les citoyens soient consultés sur les grandes questions les concernant. Le pouvoir doit revenir dans les mains des assemblées élues et des citoyens. Nous refusons la mise sous la tutelle de la Commission européenne du budget de la Nation.

POUR REJETER LE NOUVEAU TRAITÉ EUROPÉEN imposé par Merkel qui vise à renforcer les pouvoirs de la Commission et imposer l'austérité à tous les États membres.

POUR UNE EUROPE DE LA PAIX ET DU DÉSARMEMENT. La sortie de l'alliance militaire de l'OTAN, une Europe active pour la solidarité et la coopération, pour une paix juste et durable au Proche-Orient avec la reconnaissance de l'État de Palestine.

SOMMAIRE

P1 **Édito - Sommaire**

P2 **Agenda**

P3 **Vendredi 30 mai au dimanche 1er juin aux Glières
Paroles de Résistances 2014
Programme et intervenants**

P4-5 **Programme Festival du Film Social « Nuits de la Colère »**

P6 **Alstom** : Le décret Montebourg ne doit pas servir de cache-sexe ;
Grèce : Syriza, un espoir pour la gauche européenne ;
Hollande sur RMC/BFM TV : "Halte au massacre" (Pierre Laurent) ; « Un président techno, sans empathie, qui a perdu la gauche » (Olivier Dartigolles)

P7 **Service public** : c'est l'affaire de toutes et de tous ! ;
« Commerce équitable : rejoignez le mouvement ! »

P8 **Traité transatlantique /GMT** : "Brisons le mur du silence" ;
Turquie/catastrophe minière : "Les responsables doivent être traduits devant les tribunaux" ;
SNCM : "L'attitude de l'État est irresponsable" ;
Humanité
Dimanche du 15 mai

P9 **Enlèvement des jeunes Nigériennes** : « Nous atteignons l'horreur » ;
La nostalgie des colonies, une maladie à combattre ;
Jour de l'Europe : on ne peut célébrer la paix quand on mène la guerre économique

P10 **La haine ne doit plus sévir impunément !** ;
Naufrage d'un bateau de migrants en mer Égée : l'Europe forteresse tue encore ! ;
Stages : nouvelle victoire des étudiants !

P11 **Marie-Christine Vergiat** conduit la liste Front de gauche Sud-est ;
Marie-Christine Vergiat soutient le Collectif Urgence Roms d'Annecy ;
Appel à solidarité

P12-13 **Logement étudiant : le service public, c'est pour quand ?**

P14 **LETTRE A MES AMIS DE GAUCHE TENTES PAR L'ABSTENTION** ; à voir sur l'Internet ;
pétitions en ligne ;
Aidons l'Huma !

Agenda

Lundi 19 mai 17H30 réunion Collectif Roms

Mardi 20 mai à 8h20 sur la Matinale de France inter, Pierre Laurent débattrà face à Stéphane Le Foll, porte parole du gouvernement.

20H30 à l'Agora Bonneville Conférence « Architecture traditionnelle en Savoie : Chalets fermes et dépendances »
Présentée par Jean-François Tanghe, guide conférencier

Mercredi 21 Mai 17H Cran-Gevrier, Européennes :
Réunion publique hors les murs du Front de Gauche !

Rassemblement Citoyen - Réunion Publique

Place (Chorus) au Peuple !

Apéritif - Expression Citoyenne - Explication
du Grand Marché Transatlantique - Théâtre
de Rue ...

Mercredi 21 Mai – dès 17h
Place Chorus à CRAN GEVRIER.

Venez débattre avec nos candidats :

Annie ANSELME - Raphaël LAINE – Julian AUGÉ

Le Dimanche 25 Mai, un seul
tour, pour en finir avec
cette Europe, je vote :

**FRONT
DE GAUCHE**

Ne pas jeter sur la voie publique

Jeudi 22 mai Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Vendredi 23 Mai Cran-Gevrier, 22e Festival du Film
Social « Nuits de la Colère » à la turbine

8H30 : Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés,
de Camille Mauduech

Suivi d'un débat à 10H15 sur la souffrance au travail Invité :
Paul DARVES, Avocat Spécialiste en droit social
accompagné de responsables mutualistes

Apéro : 12H00 Repas : 12H30

14H15 : Chalvet, de Camille Mauduech

16H30 : Se Battre, de Jean-Pierre Duret, Andréa Santana
Suivi d'un débat en compagnie du réalisateur

Buffet : 19H00

20H15 : L'esprit de 45, de Ken Loach

22H00 : Grand Central, de Rebecca Zlotowski

samedi 24 Mai Manif contre les gaz de schiste à Bellegarde



24 Mai Bellegarde

sur Valserine

10h : Conférence de J.C Keller,
Pourquoi sortir des énergies fossiles?

14h : Manifestation

Pour dire un **NON** définitif
aux forages hydrocarbures
avec le refus des permis
des Moussières et de Gex



Alterlocal Soirée soul et rythme & blues dès 19h, film vers 20h et
musique sans compter ! Cette soirée consacrée à la soul et au
rythme & blues débutera par la projection d'extraits du film "Standing
in the shadow of Motown" et sera présentée par l'Abbé Ignatus

Dimanche 25 Mai On vote Marie-Christine VERGIAT



16h00 Goûter-Concert de musique Grecque pour petits et grands

Mardi 27 mai à 20h30 à l'Agora Bonneville : Ciné'UP : Miele

Jeudi 29 Mai 19h30 Alterlocal Qu'est-ce que le fascisme ? Soirée
débat organisée par la CNT 74 et la BAF (centre autogéré
Grenoble). Loin des postures radicales, construire une pensée
radicale à propos d'une réalité contemporaine qu'il faut bien
appeler fascisme, n'en déplaît aux gens sérieux qui nous
expliquent que la réalité en question appartient au passé et ne
revêt, au présent, guère plus que des formes folkloriques. Peut-on
dire que notre société ou nos institutions se fascisent ? Quels sont
les signes de cette fascisation ? Peut-on parler de "micro-
fascisme" ? Peut-on se contenter de "faire barrage" à l'extrême
droite, dans les urnes ? Il n'y a aucune fatalité à se taire, à
regarder ses pieds en attendant que ça passe...

Vendredi 30 mai au dimanche 1er juin aux Glières Paroles de Résistances 2014 PROGRAMME et INTERVENANTS

Vendredi 30 mai

Un spectacle

20 h 30 : « Une opérette à Ravensbrück », d'après le livre éponyme de Germaine TILLION au cinéma LE PARNAL, par le théâtre de la Petite Montagne.

Réservation conseillée en écrivant à citoyen.2008@yahoo.fr

Une exposition

La vie de Germaine TILLION. L'expo. sera visible vendredi et samedi au cinéma Le PARNAL

Samedi 31 mai

4 Conférences débats

10 h Grand chapiteau : « L'accaparement des terres »

- Massa KONE, paysan sans terre du Mali, association No Vox

- Laurent PINATEL, porte-parole de la Confédération Paysanne

Débat animé par Fanny METRAT (paysanne, porte-parole de la Confédération Paysanne de l'Ardèche)

10 h salle Tom MOREL : « Le Grand Marché Transatlantique (TAFTA ou TTIP) »

Conférence de Raoul-Marc JENNAR, politologue et membre du Conseil scientifique d'ATTAC et de la Ligue des Droits de l'Homme

Débat animé par Jacques CAMBON

14 h Grand chapiteau : « Les étrangers : résistance et résidence »

Conférence de Philippe HANUS, historien et écrivain suivie d'un débat avec Xavier POUSET d'ARTAG de Lyon (Association Régionale des Tziganes et de leurs Amis Gad'é), Jacques PICHON, de la CIMADE (association de solidarité avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile), Jeanne GANTIER, de ROMSI (Rencontre Ouverture Métissage Solidarité d'Indre), et peut-être un représentant de la Maison des peuples et de la paix d'Angoulême

14 h salle Tom MOREL : « Diminuer le coût du capital pour créer plus de solidarité »

Conférence de Frédéric BOCCARA, économiste atterré, et débat avec la salle. Animation Patrick PIRO de POLITIS

2 Débats participatifs

- 14-16 h MJC : « L'image comme moyen de résistance » avec Matthias SIMONNET, de l'association Sisyphe à Angoulême et réalisateur, et Gérard FUMEX, rédacteur en chef de « Le Journal » et journaliste à Librinfo74

- 14 - 16 h Petit chapiteau : « Les Jours Heureux à Rennes : 4 000 propositions pour résister » avec François ASTOLFI, créateur et fédérateur du collectif de Rennes.

Un Grand Forum : "Pour aller vers de nouveaux Jours heureux"

16 h 30: Forum animé par François RUFFIN, journaliste : des responsables nationaux de mouvements, partis et syndicats s'exprimeront comme s'ils étaient ministres d'un gouvernement issu d'un CNR 2.0. et qu'ils venaient proposer des projets de lois allant dans le sens des « Jours Heureux pour demain ». Ils s'exprimeront sur des thèmes imposés par les citoyens résistants.

A ce jour, participeront au Grand Forum (par ordre alphabétique) :

- Paul ARIES, « objecteur de croissance », rédacteur en chef des Zindigné(e)s

- Vincent BORDENAVE, UNEF

- Max BRUNET, ATTAC

- Éric COQUEREL, Parti de Gauche

- Alain FOIX, philosophe, sémiologue et scénariste

- Gérard FILOCHE, PS

- Julien GONTHIER, membre du secrétariat national de l'Union syndicale SOLIDAIRES

- Bernadette GROISON, FSU

- Clémence HELFTER, porte parole nationale de Osez le Féminisme

- Éva JOLY, Europe Écologie Les Verts (en attente de réponse)

- Pierre LARROUTOUROU, Nouvelle Donne

- Antoine MANNESSIS, PRCF

- Jacques NIKONOFF, M'PEP

- Laurent PINATEL, porte-parole de la Confédération Paysanne

- Serge PORTELLI, syndicat de la magistrature

- Un représentant national du PCF (nom à venir)

- Un représentant de la CGT (nom à venir)

6 films au cinéma LE PARNAL à THORENS

10h « Les Jours Heureux » en présence du réalisateur Gilles PERRET et de Léon LANDINI, Résistant FTP-MOI et protagoniste du film

12h30 Documentaire sur Raymond GUREME, forain français interné par les autorités françaises avec les tziganes en 1940, en présence de Raymond GUREME et d'Isabelle LIGNER

14h30 « Se battre » de Jean-Pierre DURET et Andréa SANTANA, et en présence de Germain SARHY (Emmaüs Lescar Pau) et Julien LAUPRETRE (Secours Populaire Français)

16h30 « Ondes, sciences et manigances », de Jean HECHES (sélection du Parnal)

18h30 « My sweet pepper land » de Hiner SALEEM

20h30 « 5 Cameras Brisées » de Emad BURNAT et Guy DAVIDI, en présence de QADDURA Fares, invité d'honneur

2 expositions

- Au cinéma LE PARNAL : La vie de Germaine TILLION

- A la MJC de la Fillière à THORENS : La vie de Pierre LAMY

Vers 19H00 : départ de la marche de soutien vers Notre-Dame des Landes

Soir : Soirée festive

dimanche 1er juin

Matin-midi, 10 h 30 sur la plateau de Glières :

PAROLES DE RESISTANCES, suivi d'un pique-nique « citoyen » avec, à la tribune, (par ordre alphabétique) :

- Christian GARRETTE, agent du Centre de Distribution de la Poste, et militant syndical CGT, poursuivi pour ses activités syndicales

- Massa KONE, paysan sans terre du Mali, association No Vox

- Julien LAUPRETRE, ancien résistant et président du Secours Populaire Français

- Laurent PINATEL, éleveur bovin, porte-parole de la Confédération Paysanne

- Fares QUADDURA, Président de la Société des prisonniers palestiniens, membre du Haut Comité National de la Campagne Internationale pour libérer Marwan BARGHOUTI et tous les prisonniers palestiniens

- Cécile ROL-TANGUY, résistante

- Germain SARHY, communauté d'Emmaüs de Lescar-Pau

- Jean Jacques TANQUEREL, médecin et auteur de « Le serment d'Hypocrite - Secret médical, le grand naufrage »

Après-midi, au cinéma LE PARNAL :

- 15 h : « Cause commune » de Sophie AVERTY

- 17 h : « 5 Cameras Brisées » de Emad BURNAT et Guy DAVIDI, en présence de Fares QADDURA (présence à confirmer selon sa disponibilité sur le WE)



LA NUIT DE LA COLÈRE

FESTIVAL
DU FILM
SOCIAL



VENDREDI

23

MAI

2014

La Turbine à Cran-Gevrier

Accueil : 8H15

8H30 : Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés, de Camille Mauduech

Suivi d'un débat à 10H15 sur la souffrance au travail

Invité : Paul DARVES, Avocat Spécialiste en droit social accompagné de responsables mutualistes

Apéro : 12H00 Repas : 12H30

14H15 : Chalvet, de Camille Mauduech

16H30 : Se Battre, de Jean-Pierre Duret, Andréa Santana

Suivi d'un débat en compagnie du réalisateur

Buffet : 19H00

20H15 : L'esprit de 45, de Ken Loach

22H00 : Grand Central, de Rebecca Zlotowski

Tarifs

- Tous les films + repas midi 35 €
- Tous les films + buffet du soir 25 €
- Matinée + repas midi 20 €
- Buffet soir 10 €
- Prix d'un Film seul :
tarif habituel de La Turbine

Renseignements et réservations

LCE 74

12 rue de la République - Annecy
contacts@lce74.com - Tél. 04 50 51 59 86
Lundi 14 h 30 - 17 h 00 - Samedi 9 h 00 - 12 h 00
Mardi - Mercredi - Jeudi - Vendredi - 10 h 00 - 17 h 00

Organisateurs : Union Locale CGT Annecy, Institut CGT d'histoire Sociale 74, LCE 74
En partenariat avec Entis, Les Mutualistes de France, Le centre départemental de promotion du cinéma
Avec le soutien de la Mairie de Cran-Gevrier

les films : **La Turbine à Cran-Gevrier**



8 H 30 - *Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés*, de Camille Mauduech

Chaque semaine, dans trois hôpitaux publics de la région parisienne, une psychologue et deux médecins reçoivent des hommes et des femmes malades de leur travail. Ouvrière à la chaîne, directeur d'agence, aide-soignante, gérante de magasin... Tour à tour, quatre personnes racontent leur souffrance au travail dans le cadre d'un entretien unique. Les trois professionnels spécialisés écoutent et établissent peu à peu la relation entre la souffrance individuelle du patient et les nouvelles formes d'organisation du travail. A travers l'intimité, l'intensité et la vérité de tous ces drames ordinaires pris sur le vif, le film témoigne de la banalisation du mal dans le monde du travail. Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés est un huis clos cinématographique où prend corps et sens une réalité invisible et silencieuse : la souffrance au travail.

14 H 15 - *Chalvet*, de Camille Mauduech

Années 70, «le temps des gauchistes» se prépare en Martinique. Mai 68 et le conflit sino-soviétique ont fait leurs œuvres dans le cœur des jeunes étudiants antillais. Le développement urbain et la «modernité» ont envoyé aux oubliettes les campagnes et leurs ouvriers agricoles. Alors que le terrain des luttes syndicales est concentré sur la ville aux mains des syndicats incontestables et péremptoires, l'aire de lancement des jeunes militants maoïstes sera la campagne laissée à l'abandon qui installent dans une relative clandestinité l'école de la conscience politique dans les quartiers ouvriers du Nord de la Martinique. Les «professeurs» militants globalement identifiés par la surveillance comme gauchistes, n'affichent pas leur objectif : la révolution passera par la classe paysanne.



16 H 30 - *Se battre*, de Jean-Pierre Duret, Andréa Santana

Aujourd'hui, pour plus de 13 millions de Français, la vie se joue chaque mois à 50 euros près. Derrière ces statistiques, se livrent au quotidien des combats singuliers menés par des hommes et des femmes qui ont la rage de s'en sortir et les mots pour le dire. A leurs côtés, des bénévoles se donnent sans compter pour faire exister un monde plus solidaire.

20 H 15 - *L'esprit de 45*, de Ken Loach

L'année 1945 a marqué un tournant dans l'histoire de la Grande-Bretagne. L'unité de son peuple pendant les combats de 1939-1945, et le souvenir douloureux de l'entre-deux-guerres ont conduit à l'émergence d'un nouvel idéal social. La fraternité est ainsi devenue le mot d'ordre de cette époque. Pour former la trame narrative éminemment sociopolitique de son film, le réalisateur Ken Loach a eu recours à des séquences vidéo provenant d'archives régionales et nationales britanniques, à des enregistrements sonores et à des témoignages contemporains. L'esprit de 45 entend mettre en lumière et rendre hommage à un moment-clé de l'histoire du Royaume-Uni, marqué par un sentiment de solidarité sans précédent dont l'impact a été significatif pendant de nombreuses années, et qui risque pourtant d'être redécouvert aujourd'hui.



22 H 00 - *Grand Central*, de Rebecca Zlotowski

Avec : Tahar Rahim, Léa Seydoux, Olivier Gourmet

De petits boulots en petits boulots, Gary est embauché dans une centrale nucléaire. Là, au plus près des réacteurs, où les doses radioactives sont les plus fortes, il tombe amoureux de Karole, la femme de Toni. L'amour interdit et les radiations contaminent lentement Gary. Chaque jour devient une menace.



Renseignements et réservations LCE 74
12 rue de la République - Annecy - contacts@lce74.com - Tél. 04 50 51 59 86
Lundi 14 h 30 - 17 h 00 - Samedi 9 h 00 - 12 h 00
Mardi - Mercredi - Jeudi - Vendredi - 10 h 00 - 17 h 00

Alstom : Le décret Montebourg ne doit pas servir de cache-sexe

Le gouvernement vient de prendre un décret soumettant à autorisation préalable de l'État tout projet de prise de contrôle par un groupe étranger d'une entreprise française dans les secteurs de l'énergie, des transports, des télécoms, de l'eau ou de la santé. Cette décision fait suite à l'immense émotion qu'a entraînée la révélation d'une prise de contrôle par la multinationale américaine General Electric du fleuron français Alstom, l'actionnaire Bouygues cherchant à récupérer sa mise, avec l'appui de l'État Hollande, après avoir prélevé d'énormes dividendes sur le groupe, avec l'appui de l'État Sarkozy.

L'émotion a redoublé quand, après avoir appuyé la tentative ratée de rachat de SFR par Bouygues avec, en perspective désormais, un plan social massif chez Bouygues Télécom, Arnaud Montebourg a donné à voir pour seule alternative à cette issue le passage de la branche énergie d'Alstom sous le contrôle de la grande finance allemande avec Siemens. Une option qui n'a rien à voir avec le lancement de coopérations de co-développement en Europe et qui peut légitimement troubler en pleine campagne des élections européennes.

Ce décret fait suite aussi au risque, devenu massif, d'OPA étrangères sur nombre d'entreprises françaises cotées au CAC-40 avec des risques considérables pour l'emploi, la maîtrise technologique et industrielle, la croissance réelle dans tout le tissu économique français.

Tous ces événements traduisent, sur fond de chômage grandissant, la gravité de la situation du pays, alors que, à contrario de la prophétie hollandaise d'un « retournement économique », la croissance française a stagné au premier trimestre.

Face à toute cette émotion, le gouvernement est obligé d'essayer de donner le change, alors que son « laisser-faire, laisser-passer » les capitaux et profits financiers a été érigé en vertu cardinale par l'Élysée sous le vocable de la « politique de l'offre ».

Bien évidemment, on ne saurait contester la nécessité de ce décret. Mais il ne doit pas servir de cache-sexe labellisé, pour l'occasion, « patriotisme économique » à la poursuite d'une politique violemment antisociale, toute entière au service de la domination des marchés financiers et des exigences de la BCE et de Berlin.

En aucun cas, ce décret ne saurait suffire !

Il est indispensable de décider, tout de suite, de suspendre l'opération engagée sur Alstom et d'ouvrir une grande concertation publique transparente et démocratique avec les élus nationaux, régionaux, locaux et les syndicats pour choisir une tout autre option.

Celle-ci pourrait viser une appropriation sociale du groupe, bien au-delà de ce que l'on entend traditionnellement par nationalisation, avec l'ouverture du capital à des participations de contrôle public de l'État, mais aussi de la CDC et des grands clients publics du groupe (EDF, SNCF, RATP) et qui pourrait aussi impliquer les régions.

Cela devrait aussi marcher de pair avec la mobilisation de la Banque publique d'investissement et du Fonds stratégique d'investissement, ainsi que l'octroi aux organisations représentatives des salariés du groupe de pouvoirs décisionnels d'intervention sur les choix stratégiques et de gestion afin de transformer les relations du groupe à la France, à l'Europe et au monde.

Grèce : Syriza, un espoir pour la gauche européenne

Si les forces de la coalition au pouvoir se maintiennent globalement dans les régions, les résultats du 1er tour des élections locales en Grèce marquent une importante progression de Syriza sur l'ensemble du territoire national. Syriza sera au 2nd tour dans 5 régions et la liste de notre amie Rena Dourou se trouve en tête du scrutin dans la Région la plus peuplée du pays, l'Attique. A Athènes, le candidat de Syriza talonne le maire sortant et s'engage dans la bataille du second tour avec confiance.

Je me réjouis de cette nouvelle avancée de Syriza. C'est un premier pas vers une bonne implantation locale qui sera déterminante pour protéger les populations de l'austérité et renforcer la solidarité de proximité. C'est également un bon signe pour les échéances politiques du week-end prochain.

Tout indique que Syriza peut remporter les élections européennes dimanche. C'est un formidable encouragement pour toutes les listes qui, en Europe sont rassemblées derrière la candidature d'Alexis Tsipras à la Présidence de la Commission européenne. Nous pouvons être la bonne surprise du 25 mai !

En France, avec les listes du Front de gauche, nous pouvons contribuer à la victoire dont toutes les forces anti-austérité en Europe ont un besoin urgent.

Pierre Laurent

Président du Parti de la gauche européenne

Hollande sur RMC/BFM TV : "Halte au massacre"

(Pierre Laurent)

Le Président de la République s'est livré ce matin sur RMC/BFM TV à un laborieux service après-vente de sa politique. Mais le pire, c'est qu'il en rajoute à chaque fois une couche, cette fois avec de nouvelles exonérations pour les entreprises et avec le report des élections régionales et départementales en 2016.

Je dis halte au massacre !

Je demande l'annulation immédiate de toutes les nouvelles aides prévues aux entreprises, qui font des bénéfices sans embaucher ni augmenter les salaires, et la mise à plat de toutes les exonérations fiscales et sociales.

Je demande ensuite la convocation en 2015 d'un référendum sur le big-bang territorial annoncé. Pas de changement de nos institutions démocratiques sans démocratie.

Le peuple doit avoir la parole.

« Un président techno, sans empathie, qui a perdu la gauche » (Olivier Dartigolles)

Lors de la première partie de l'émission, François Hollande s'est livré à un laborieux exercice d'auto-justification.

Résumant la sanction de sa politique lors des élections municipales à une « impatience » des français, la parole présidentielle a joué un chausson triste, celle des aides aux entreprises, des efforts et de la sacro-sainte compétitivité. Tant sur Alstom que sur les réponses à la crise sociale, à la précarité et la pauvreté, le président de la République est apparu techno face à une France qui doute et qui souffre. Provocateur quand il indique que les français lui auraient demandé « d'aller plus vite et plus loin » et calculateur en évoquant le possible report des élections régionales et cantonales pour passer en force une réforme territoriale antidémocratique, François Hollande subit un nouvel échec dans son désir de renouer un contact direct avec celles et ceux qui n'y croient plus après tant de renoncements et de prophéties.

Ce manque d'empathie et de proximité, et parfois même d'écoute, a marqué jusqu'à la caricature la seconde partie de l'émission.

Deux ans après son arrivée à l'Élysée, François Hollande « a des regrets », mais pas celui d'avoir tourné le dos à une politique de gauche. Il déclare qu'il n'a rien à perdre... sans doute, car il a déjà perdu les gens qui l'ont élu.

Service public : c'est l'affaire de toutes et de tous !

À la veille de l'ouverture de négociations le 19 mai, les fonctionnaires se sont mobilisés et ont appelé à une grande manifestation le 15 mai. Ils ont raison et le Front de gauche les soutient.

Sanctionné aux municipales, François Hollande aurait pu entendre la colère des urnes. Au contraire, il a choisi d'accélérer sa politique favorable aux puissants. Il a décidé d'amplifier la mise en œuvre d'une politique d'austérité, avec l'objectif de réduire de 50 milliards d'euros la dépense publique. Hollande et Valls inscrivent leurs choix politiques dans les pas de la commission européenne et de Merkel.

L'austérité imposée aux usagers

Ce choix de l'austérité, imposé au plus grand nombre pour préserver les dividendes d'une minorité, aura des conséquences pour tous les usagers.

L'amputation de 50 milliards sur la protection sociale, les salarié-e-s, les retraité-e- et les collectivités locales va se traduire par une aggravation de la casse des services publics.

Tous les secteurs, la santé, l'école, la petite enfance, les aides aux personnes âgées, les transports, seront impactés. Et inmanquablement cela va se traduire par une nouvelle dégradation de la qualité du service public rendu, des conditions de travail des agents.

Conséquences : les inégalités de traitement vont se généraliser, créant plusieurs catégories de citoyen-ne-s, et les besoins fondamentaux seront inaccessibles pour des pans entiers de la population.

La précarité grandissante des agents

Les services publics continuent ainsi de subir des suppressions d'emplois, à la suite de la décision de Sarkozy du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux. C'était et cela demeure une décision sans rapport avec la réalité des besoins, de plus en plus importants.

Le gel de la valeur du point entamé sous l'ère Sarkozy en 2010 a été maintenu par François Hollande, jusqu'en 2017. La traduction immédiate, c'est la perte de pouvoir d'achat qui année après année s'accumule. De la même manière, les qualifications ne sont plus reconnues, les déroulements de carrière sont étriés et misérables. La précarité s'étend dans le service public.

D'autres choix sont possibles

Pour le Front de gauche, les services publics doivent satisfaire les besoins des populations et l'intérêt général, et ne doivent pas être livrés à la cupidité des intérêts privés et des marchés financiers !

Tout au contraire, pour les financer et assurer leur modernisation, leur développement, nous voulons mettre à contribution les profits colossaux des grands groupes et les dividendes vertigineux des actionnaires dont l'utilité sociale est nulle.

C'est là où se trouve la source d'un rebond de notre économie et non dans le racket des salariés et de leurs services publics.

Nous proposons de reprendre le pouvoir sur la finance et de porter une nouvelle ambition de coopérations et de solidarités.

Parti Communiste Français - Parti de Gauche - Ensemble !

Parti Communiste des Ouvriers de France - République et Socialisme

En votant pour les listes Front de gauche vous pourrez dire : Non à la finance et aux politiques d'austérité imposées en France et en Europe. Oui à l'Humain d'abord

Le 25 mai votons pour les candidates et les candidats du Front de gauche

« Commerce équitable : rejoignez le mouvement ! »

La 14ème édition de la Quinzaine du Commerce Équitable annonce un temps pour rapprocher le commerce équitable de la société française. Les acteurs du commerce équitable, d'Artisans du Monde à Ethiquable se réunissent sous l'égide de la Plate-forme française pour le commerce équitable pour mettre en lumière leurs pratiques quotidiennes d'un commerce qui place l'humain d'abord.

Nous souhaitons, en cette période, rappeler le soutien du Parti communiste à toutes les formes d'engagement économique en faveur d'une transformation sociale. Nous soutenons le commerce équitable qui défend une économie humaine basée sur la transparence et met en place des filières où le producteur est rémunéré à hauteur de la valeur ajoutée qu'il apporte.

Le commerce équitable en favorisant des collectifs démocratiques de producteurs dans des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique permet le déploiement de nouvelles forces populaires, terreau d'un changement politique pour construire une économie équitable.

Le commerce équitable ne fait pourtant pas l'unanimité. Il mérite débat, il nécessite un effort pédagogique important que la collectivité doit soutenir. Le commerce équitable doit toujours être un outil d'ouverture au monde, déclencheur d'une citoyenneté économique et politique.

Le commerce équitable est une composante de ce que nous voulons provoquer : un changement sociétal pour un partage des richesses juste et une démocratie permanente de l'entreprise aux urnes.

Face aux défis du commerce équitable, nous rappelons le gouvernement à ses engagements. Benoît Hamon alors Ministre de l'Économie Sociale et Solidaire et Pascal Canfin, ministre de la politique du développement, ont engagé l'État en 2013 vers un plan de soutien au commerce équitable pour favoriser le développement des filières équitables dans le respect de la souveraineté alimentaire, pour mettre en place des systèmes de garantie sous le contrôle d'une commission nationale du commerce équitable (députés, sénateurs, acteurs du CE...), développer les connexions entre circuits de distribution au nord et acteurs du commerce équitable, promouvoir les achats publics équitables.

Nous attendons une politique publique innovante, au plus proche des acteurs, qui les accompagne dans leurs évolutions en évitant toute « dilution » des valeurs et des règles du commerce équitable dans une économie capitaliste prédatrice.

Nous appelons tous les citoyens à manifester leur soutien au commerce équitable le dimanche 18 mai à Paris à 14h pour la Fairpride qui partira de la Place Martin Nadaud (Métro Gambetta) et qui arrivera vers 17h place Baudoyer (face à la mairie du 4ème arrondissement) où sera présent depuis le matin le « village solidaire » français. Ce sera aussi l'occasion de saluer l'action d'Artisans du Monde et de fêter ses 40 ans.



A lire

**L'Humanifeste
du PCF "Il est
grand temps de rallumer
les étoiles"**

**Économie &
Politique**
Dossier coût du
capital



Traité transatlantique /GMT : "Brisons le mur du silence"

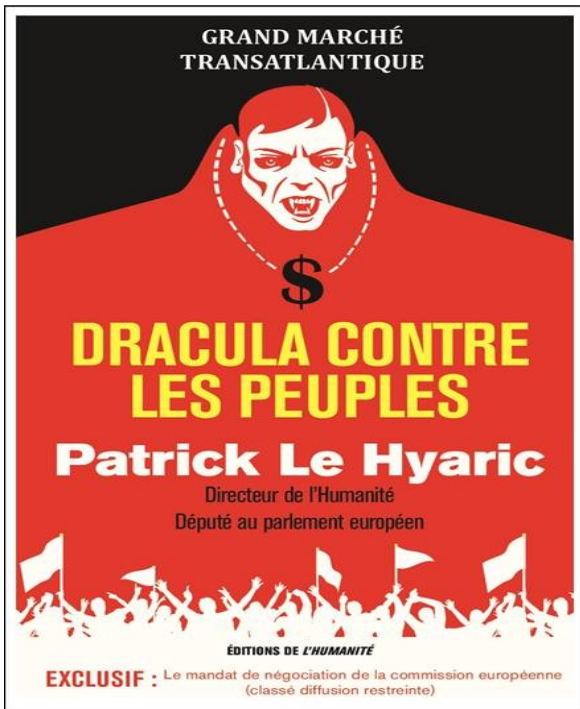
(Pierre Laurent)

Le 22 mai, les députés du Front de gauche à l'Assemblée nationale soumettront dans leur niche parlementaire une proposition de résolution pour réclamer la suspension des négociations sur le traité de libre échange transatlantique.

Au cours du meeting du Front de gauche à Nancy hier, mardi 13 mai 2014, Pierre Laurent a appelé dans son allocution à faire de cette journée une grande journée d'information et de mobilisation contre ce traité, une journée d'appel au vote pour les listes du Front de gauche qui porteront cette exigence dans les urnes le 25 mai. "Brisons le mur du silence" a-t-il lancé, "ouvrons la route à une bataille durable qui mette en échec ce projet néfaste"

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



Turquie/catastrophe minière : " Les responsables doivent être traduits devant les tribunaux"

Dans le village de Soma, une terrible catastrophe minière vient de se produire. Des centaines de travailleurs y ont perdu la vie. D'autres sont blessés ou toujours ensevelis.

Le PCF présente ses condoléances aux familles et exprime sa solidarité avec tous les travailleurs de Turquie. Des vies peuvent encore être sauvées et nous espérons que tous les moyens seront déployés.

Malheureusement, ce nouveau drame s'inscrit dans la continuité d'accidents dramatiques récurrents. Depuis une décennie, l'AKP a engagé le pays dans la mondialisation capitaliste à marche forcée. Cela s'est traduit par des privatisations, une déréglementation et une réduction drastique des droits pour tous les salariés. Parallèlement, le patronat turc édifie des fortunes considérables. A Soma, elle se fait sur le sang des mineurs.

Le PCF exprime son indignation et sa colère. Il y a 15 jours une enquête parlementaire avait été demandée. Aucune suite n'a été donnée par le gouvernement et le patronat. Pire, ils ne masquent pas leur arrogance en parlant d'un « coup du destin » et en manipulant des médias asservis.

Les mêmes politiques produisent partout les mêmes effets. Le néolibéralisme et les politiques d'austérité plongent l'Europe dans le chaos. Il faut mettre un terme aux privatisations et au dumping social. Les responsables doivent être traduits devant les tribunaux.

SNCM : "L'attitude de l'État est irresponsable" (PCF)

Dans le dossier de la SNCM, l'attitude de l'État est marquée par la duplicité et l'irresponsabilité.

Le gouvernement, avec des arguments fallacieux, alors même qu'il a tous les leviers, est en train de s'en laver les mains de la façon la plus désinvolte.

C'est un véritable scandale d'État qui se poursuit sous nos yeux depuis 2005 et la privatisation de la compagnie. Le ministre rejette la faute sur Transdev alors que l'État en est actionnaire à 50% par le biais de la Caisse des dépôts et consignations. Le ministre se cache derrière les amendes de la commission alors que ces amendes ne sont pas exigibles auprès de la compagnie elle-même, le service ayant été rendu d'une part et la responsabilité de la privatisation et de ses formes incombant à l'État lui-même d'autre part, tandis que la Collectivité Territoriale de Corse assure les viabilité de la compagnie dans l'appel d'offre qu'elle a remporté.

Cette attitude est scandaleuse, parce qu'elle se moque des usagers, elle se moque du contribuable, elle se moque des salariés. En agissant ainsi, le gouvernement bafoue l'intérêt de la France.

Un projet de développement clair a été adopté, l'État refuse de l'accompagner et se cache derrière son petit doigt. Il applique ainsi les politiques de libéralisation des transports tant adulées à Bruxelles. Deux mille emplois directs sont menacés et autant d'emplois induits. Nous appelons à la mobilisation !

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF,

Michel Stefani, secrétaire régional du PCF Corse et conseiller territorial de Corse

Pierre Dharréville, secrétaire départemental du PCF Bouches-du-Rhône,

L'HUMANITÉ DIMANCHE

BERNADETTE GROISON
SECRETARIE NATIONALE DE LA FSU
Les fonctionnaires victimes d'un dénigrement d'État !
ENTRETIEN PAGE 12

N° 412 . DU 15 AU 21 MAI 2014

Europe sociale

5 BONNES RAISONS POUR VOTER LE 25 MAI

ÉDITORIAL PAR PATRICK LE HYARIC PAGE 7
ANALYSE PAGE 20
REPORTAGE EN POLOGNE PAGE 68

L'UKRAINE EN GUERRE CIVILE: LE RÉFÉRENDUM À L'EST MET KIEV ET L'UE AU PIED DU MUR
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À SLAVIANSK ET DONETSK PAGE 64

France 3 euros, Guadeloupe, Martinique 4 euros.

Enlèvement des jeunes Nigérianes : « Nous atteignons l'horreur » Laurence Cohen - PCF)

Le PCF condamne avec fermeté et colère l'enlèvement des jeunes filles nigérianes par le groupe terroriste Boko Haram.

Cet acte odieux a été revendiqué au motif que les filles n'ont pas le droit d'étudier, elles ont tout juste le droit de se taire ! Âgées de 15 à 18 ans, ce sont des enfants que ces barbares veulent réduire au rang d'esclaves.

Au XXIème siècle, comment peut-on accepter un tel obscurantisme? Les droits des femmes sont bafoués dans le monde entier à des degrés divers, mais là nous atteignons l'horreur.

Partout des voix s'élèvent pour dénoncer un tel crime. Des parlementaires communistes sont à l'initiative pour organiser des actions, notamment une délégation à l'ambassade du Nigéria.

Nous tenons à affirmer notre solidarité au peuple nigérian, aux familles des jeunes filles enlevées et appelons la communauté internationale à tout mettre en œuvre pour ces jeunes lycéennes retrouvent au plus vite le chemin de la liberté.

La nostalgie des colonies, une maladie à combattre

<http://savoie.pcf.fr/54771>

Dans de nombreuses villes de France, un hommage a été rendu aux morts en Indochine lors de la 10e journée nationale prévue à cet effet. Cela a parfois permis à des nostalgiques des colonies d'en embellir le souvenir. Et ces tristes tentatives de réhabilitation ne reculent ni devant le mensonge, ni devant l'outrance.

Les colonies ont été une extraordinaire violence faite aux peuples colonisés. Violence physique, avec les massacres, les viols, les villages brûlés, les emprisonnements arbitraires et les tortures infligées aux opposants (aurait-on oublié l'affreuse réalité du bagne de Poulou-Condor dans l'Indochine coloniale ?), violence sociale avec les terres volées aux paysans autochtones et données aux colons, le travail forcé (sait-on qu'au début du 20e siècle les travailleurs indochinois exploitant le charbon à Hongay le faisaient «gracieusement» ? Braves gens...), violence culturelle avec la négation et l'écrasement des cultures locales, avec la banalisation du racisme.

En Algérie, en Indochine, à Madagascar, en Nouvelle Calédonie, partout, la résistance des peuples colonisés a été incessante, toujours affreusement réprimée, toujours renaissante.

Ils ne devaient pas trouver le système aussi valorisant que le prétendent ses thuriféraires !... En 1930, la révolte de la garde indochinoise de Yên Bái en témoignera avec force. Et si les forces du Viêtminh purent se reconstituer aussi facilement après chaque bataille, c'est qu'une partie majoritaire de la population les soutenait. Quelques rares officiers français moins obtus que les autres, ou tout simplement lucides, le reconnuent.

Le Dauphiné-Libéré du 3 mai, rendant compte de la cérémonie albertvilloise en l'honneur des morts d'Indochine, écrit : «Bien que devenu légendaire, le nom de Diên Biên Phu ne doit pas rester seul dans les mémoires»... Nous proposons effectivement d'y ajouter Cao Bang, où, en 1950, l'armée coloniale française se prit une pâtée mémorable sur la route coloniale 4, et la bataille de la Rivière Noire où la même armée ne dut sa «victoire» qu'en s'enfuyant le plus rapidement possible... Mais ce qui frappe dans le compte-rendu du quotidien régional, c'est l'absence des mots «colonie, coloniale, colonisateurs». C'est pourtant dans ces mots que réside l'origine du conflit, la banque d'Indochine, le trafic des piastres et le mépris des populations locales étant constitutifs du système colonial en Asie du Sud-est.

Enfin, pour conclure provisoirement cette courte contribution, notons la phrase citée par le DL, extraite d'un piètre «poème» du chef de bataillon Pierre-Paul Bedot, «poème» dédié aux soldats du corps expéditionnaire, «Gloire à ceux qui, du Nord jusqu'à la Cochinchine, ont lutté vaillamment et sans courber l'échine (...) pour sauver l'idéal qui a nom liberté»... Cette «liberté» était celle des colons, elle ne pouvait s'exprimer que sur le dos d'un peuple entier voué à l'esclavage colonial et qui, précisément, ne voulut plus «courber l'échine».

Jour de l'Europe : on ne peut célébrer la paix quand on mène la guerre économique

Tous les ans cela recommence, et surtout en période d'élections au Parlement européen. Le 9 mai il faudrait fêter l'Union européenne, il faudrait, comme François Hollande nous le demande dans sa tribune au Monde, célébrer l'Europe de la paix. Aller contre cette Europe ce serait briser cette paix que l'on nous vante tant... **Stop ! Assez d'hypocrisie, les jeunes communistes l'affirment avec force, l'Union européenne ce n'est pas la paix !**

L'Union européenne c'est d'abord la guerre économique contre la jeunesse et les travailleurs, contre nous, contre ses propres citoyens. En effet, une Europe qui, de concert avec les classes dirigeantes nationales, promeut l'austérité, la casse du droit du travail, les baisses de salaires, les fermetures de filières d'enseignement supérieur et universitaire, n'est pas une Europe de paix. Une Union européenne où 25% des jeunes de 18 à 24 ans sont au chômage, où 21% de ces mêmes jeunes vivent sous le seuil de pauvreté tandis que le patronat s'enrichit n'est pas une Europe de paix, c'est une Europe de la guerre des classes.

L'Union européenne, c'est ensuite la participation aux guerres sur l'ensemble de la planète. Lorsqu'on pense à l'éclatement de la Yougoslavie, à la situation ukrainienne-où l'UE a joué le rôle de pompier pyromane-, aux participations actives aux conflits en Libye et en Centrafrique, l'Europe actuelle c'est la promotion des guerres impérialistes, au dépeçage des pays pour les intérêts de quelques grands groupes. L'Europe qui signe des accords avec la machine de guerre qu'est l'OTAN n'est pas vecteur de paix, bien au contraire. Pour nous qui plaçons la question palestinienne au cœur de notre combat, l'Union européenne qui signe des accords avec l'État israélien, qui n'applique pas ses propres lignes directrices demandant la fin des importations de produits issus des colonies n'est pas une Europe de paix.

Enfin, comment peut-on décemment prétendre que l'Union européenne est garante de la paix quand plus de 20 000 immigrés sont déjà morts aux frontières de l'Europe, quand celle-ci s'érige en forteresse et s'arme de programmes comme Frontex qui n'ont pour autre but que de mieux repousser des hommes et des femmes poussés par la misère, à l'exil. D'ailleurs, les accords économiques scélérats signés par l'UE avec les pays dits du sud contribuent à l'entretien de la misère au bénéfice des grandes entreprises européennes.

Enfin, rappelons qu'avant d'être la « journée de l'Europe », le 9 mai est d'abord et avant tout la journée de la victoire sur le fascisme par l'armée rouge et le peuple soviétique, sans leur sacrifice, plus de 20 millions de morts, ni la France ni l'Europe n'auraient pu être libérés de l'opresseur Nazi. Cette volonté d'obscurcir cette date participe du révisionnisme anticommuniste de cette Union européenne.

Nous appelons la jeunesse de France à ne pas tomber dans la propagande grossière de l'Union européenne et de notre gouvernement.

Nous appelons la jeunesse française à voter le 25 mai pour élire des députés communistes et front de gauche. Loin de tout repli nationaliste, et sans illusion aucune sur cette Europe du capital, ils seront les seuls à porter au sein de l'hémicycle la vision d'une Europe qui ne participe plus aux guerres criminelles, qui ne s'aligne plus sur l'OTAN, qui fasse respecter la paix et la justice en Palestine. Des députés qui portent les revendications défendues dans toutes les grandes mobilisations en Europe demandant ; l'éducation et la santé publiques et gratuites, demandant des hausses de salaires et des emplois stables avec des droits pour la jeunesse.

Dans la lutte et dans les urnes, transformons ce 9 mai d'hypocrisie en un 9 mai d'espoir !

La haine ne doit plus sévir impunément !

Il ne se passe plus un jour sans que la haine ne déferle dans ce pays. Chroniques ouvertement racistes d'Éric Zemmour, attaques infondées contre Christiane Taubira au sujet de la Marseillaise, mépris de l'histoire de France par Thierry Mariani ou encore le maire de Villers-Cotterêts sans oublier les tournées de « sécurisation » de Génération identitaire dans le métro de plusieurs villes du pays : les forces réactionnaires se libèrent dans un climat délétère.

Alors que l'austérité sévit, qu'aucun débat démocratique n'a lieu sur les orientations actuelles du gouvernement ni sur la campagne des élections européennes, certains profitent de cette situation pour alimenter le repli et la haine.

Rappelons que ces propos ne sont pas des opinions mais des appels à la haine, à l'inégalité. Surtout, **ces discours ouvrent la porte aux actes violents contre les plus fragiles, les plus stigmatisés dans notre société** : les agressions répétées contre les musulmans, les Roms, les femmes ou les homosexuels en sont la preuve.

Rappelons également que ces propos sont tenus par cette France d'en haut qui trouve là une parfaite occasion de diviser tous ceux qui sont victimes de l'austérité.

Les jeunes communistes exigent que le CSA mette en demeure les médias qui ont laissé libre cours à la haine et que des poursuites soient engagées contre les auteurs de tels propos.

Nous serons de toutes les mobilisations pour faire entendre et construire le vivre-ensemble et l'égalité des droits.

Naufrage d'un bateau de migrants en mer Égée : l'Europe forteresse tue encore !

22 migrants ont trouvé la mort dans le naufrage d'un bateau en mer Égée entre la Grèce et la Turquie en début de semaine. Il s'agissait de migrants probablement issus de Syrie ou d'autres pays connaissant des situations de guerre et/ou de pauvreté. Ces morts s'ajoutent aux nombreux drames trop occultés qui se déroulent à la frontière de l'Europe.

L'union européenne et les chefs d'État sont pleinement responsables de cette tragédie. En participant à la déstabilisation des régions voisines, elle pousse des individus à tenter coûte que coûte de trouver une vie meilleure, au péril de leur vie. Par les opérations de contrôle de frontière de plus en plus militarisées par l'agence Frontex, elle pousse les migrants à prendre des risques de plus en plus grands. Le bilan de cette politique migratoire, de cette guerre économique avec son voisinage, ce sont 20.000 morts en Méditerranée !

Il faut en finir avec cette politique criminelle !

Alors que l'austérité sévit dans tous les domaines (éducation, santé, logement, emploi), cette politique sécuritaire et discriminante voit ses moyens se développer !

Ce choix politique doit être stoppé ! Le 25 mai prochain, bataillons pour porter des députés qui veulent en finir avec cette Europe du repli, du tout-sécuritaire !

Dotons-nous d'eurodéputés communistes, du Front de gauche qui portent :

-la dissolution de l'agence Frontex et la suppression de toutes les mesures de fichage à destination des migrants extra-communautaires

-une nouvelle politique de coopération avec les peuples du pourtour méditerranéen

Stages : nouvelle victoire des étudiants !

Même si la bataille pour la reconnaissance des droits des stagiaires est loin d'être terminée, l'UEC se félicite de l'adoption de la proposition de loi sur le statut des stagiaires au Sénat. Trop souvent, les entreprises se servent des stagiaires comme des salariés sous-rémunérés, alors que les stages devraient bénéficier premièrement aux étudiants, en participant à leur formation.

Le texte adopté au Sénat améliore la dimension pédagogique du stage. En particulier, l'obligation faite aux établissements d'enseignement de mettre en contact leurs étudiants avec des organismes proposant des stages lorsque le stagiaire n'a pu en trouver un lui-même réaffirme la place des universités dans l'encadrement des stages.

Le statut des stagiaires est notablement renforcé par une augmentation de leur rémunération à 523.26 euros mensuels, dès le premier mois de stage, et par un accès garanti à tous au restaurant d'entreprise. Ces avancées, si elles restent insuffisantes au vu du travail effectué par les stagiaires dans les entreprises, permettront de faire reculer les conditions de travail trop souvent indignes des stagiaires.

L'UEC souhaite que le texte soit renforcé lors de son prochain passage à l'Assemblée Nationale. Ceci pour permettre à l'ensemble des stagiaires de bénéficier d'une rémunération au niveau du SMIC et des mêmes droits que les salariés dans l'entreprise, notamment en matière de congés. Par ailleurs, le nombre de stagiaires dans les entreprises devra être limité en fonction de la taille de l'entreprise, afin que les stagiaires ne soient pas une ressource illimitée de main-d'œuvre bon marché pour le patronat.

Les stages doivent par ailleurs faire partie intégrante de la formation, avec une réelle plus-value pédagogique. Cela passe par un temps de stage qui ne peut être supérieur à 50% du temps de formation, un réel examen de l'adéquation du stage avec les études suivies et un suivi du stage par les enseignants.

La bataille menée depuis un an par l'Union des Étudiants Communistes avec sa bataille « un vrai diplôme pour vrai métier » ainsi que l'action des parlementaires communistes ont permis d'obtenir ces nouveaux droits. À l'opposé de la loi Fioraso, les étudiants communistes agissent depuis un an pour un enseignement supérieur public de qualité et offrant de véritables garanties d'avenir professionnel.

Cette victoire ne fait que confirmer le besoin et la possibilité de construire une nouvelle politique de gauche pour l'enseignement supérieur. Avec les 27 000 étudiants qui ont signé notre pétition, nous continuerons de rassembler et de mobiliser pour que ces prérogatives passent du Sénat à l'Assemblée Nationale, mais aussi pour des budgets ambitieux dans nos établissements, pour des diplômes revalorisés et de vrais débouchés après les études.



Élections européennes - Députée européenne sortante, Marie-Christine Vergiat conduit la liste Front de gauche pour le Sud-est

La façon dont on a divisé la France en grandes «circonscriptions électorales» pour les élections européennes, au lieu de maintenir des listes nationales, interroge. S'agissait-il de préfigurer les futures grandes régions concurrentes entre elles et d'affaiblir la vision d'un État national ayant des droits à défendre ? C'est fort possible, ceux qui ont fait ça ne l'ont pas fait à la légère. Quant à la manière «clandestine» et ultra-rapide dont se déroule l'actuelle campagne électorale, elle prouve que les tenants de l'ultralibéralisme (qu'ils soient de l'UMP ou du PS) ont peur du débat et craignent le vote populaire : plutôt l'abstention qu'une défaite trop visible ! Dans de telles conditions difficiles, toutes les initiatives visant à mobiliser les citoyens sont bonnes à prendre, et Marie-Christine Vergiat s'y emploie avec ténacité, parcourant la circonscription et multipliant les rencontres.

Une élue active, qui a bien rempli son mandat.

Alors qu'un élu comme Jean-Marie Le Pen brille par son absence aux séances du Parlement européen (à quoi sert-il donc de voter FN ?...), Marie-Christine Vergiat s'est attachée à bien assumer ses responsabilités. Un site indépendant intitulé MEP Ranking évalue le travail des parlementaires européens en fonction de leur présence et de leurs interventions. Il a classé Marie-Christine Vergiat en 2e position sur les 73 parlementaires français ! Elle est intervenue 583 fois en séance plénière et a réussi à faire améliorer 176 rapports. La réélire serait donc une bonne chose pour tous les progressistes.

Des mots qui portent, une analyse fine, le refus des injustices.

Quand on lui demande de parler de la situation politique actuelle, Marie-Christine Vergiat n'y va pas par quatre chemins, elle ne mâche pas ses mots. Pour elle, «La crise financière dont on nous rebat les oreilles n'est qu'un prétexte. Crise financière, crise du pétrole, crise industrielle, crise de la dette, ces mots sont un prétexte pour détruire les instruments de régulation des États, démanteler les services publics et casser les acquis sociaux.

Avec la pression sur les salaires, avec les diverses réformes des retraites, avec les privatisations de services publics, avec les fermetures d'entreprises et les licenciements, l'Union européenne s'enfonçe chaque jour un peu plus dans un système générateur de précarité, de pauvreté, de mal être. On y estime le nombre de sans-abris à plus de 3 millions !».

Comment s'en sortir, que faut-il faire ?

Là encore, pour répondre à cette question, Marie-Christine Vergiat a un point de vue bien affirmé.

Pour elle, il faut résister et reconstruire. Elle dit : «Les forces de résistance existent, j'en suis convaincue. Il nous faut une autre Europe basée sur le développement économique, social et environnemental.

Avec mes collègues du groupe de la gauche unitaire, nous nous mobilisons contre le dumping social, pour une harmonisation par le haut des droits des travailleurs. Nous défendons la taxe sur les transactions financières, la fermeture des paradis fiscaux, le contrôle public du secteur bancaire. Nous exigeons que la banque centrale européenne soit placée sous contrôle démocratique et qu'elle puisse financer directement les États à des taux quasi nuls dès lors qu'il s'agit d'investir à des fins productives et sociales. Cela éviterait aux États de devoir quémander auprès des marchés financiers à des taux réhibitoires».

On le voit au travers de ces propos, une autre Europe est possible.

Le 25 mai, votons Front de gauche, votons pour la liste conduite par Marie-Christine Vergiat !

librinfo74

L'info locale alternative

QUI SOMMES NOUS ? • CONTACT • LIBRE EXPRESSION • ACTUALITÉ • ACCUEIL

Marie-Christine Vergiat, tête de liste Front de Gauche aux européennes, en soutien au « Collectif Urgence Roms » à Annecy

Mercredi 7 mai 2014

Par gfumex



Tags: Anne Coste de Champeron, C2a, Familles Roms, Georges-François Leclerc, Jean-Luc Rigaut, Marie-Christine Vergiat, Parlement européen, Préfet de Haute-Savoie

Cet article a été écrit le Mercredi 7 mai 2014 à 18 h 44 min et est classé dans C2a. Discrimination. Discriminations.

Voir le reportage ici : <http://www.librinfo74.fr/2014/05/marie-christine-vergiat-tete-de-liste-front-de-gauche-aux-europeennes-en-soutien-au-collectif-urgence-roms-a-annecy/>

APPEL TRES URGENT à la SOLIDARITE

Le « Papous » Nicolas CIURAR est décédé samedi 3 Mai 2014 à l'hôpital.

Ce douloureux problème se rajoute aux grandes difficultés actuelles des Roms, pourchassés par la police qui les déloge de tous les lieux où ils tentent de s'installer.

Cécile RUBIN (Service Social de l'Hôpital) me relance pour un appel aux dons aux Associations (et particuliers) pour financer le retour du corps en Roumanie.

Le corps est actuellement au salon funéraire de l'hôpital. La famille désire une inhumation en Roumanie selon les rites (sous quatre jours) Coût estimé environ 3000 euros.

A la lecture de ce message, nous vous demandons d'activer vos réseaux associatifs ou particuliers au plus large afin de réunir les fonds.

Centralisation des fonds

**Collectif d'Accueil et de Défense des Familles Roms
Gérard Corroy**

Gerard.corroy@orange.fr

Logement étudiant :

Le service public

C'est pour quand ?



L'état du logement étudiant : un frein à la réussite de nos études.

Aujourd'hui, le logement représente 60% des dépenses mensuelles des étudiants. Les logements privés sont inaccessibles car leurs loyers ont doublé en dix ans. Concernant les logements publics, l'Etat refuse de rénover la plupart des résidences CROU et seulement 7% ont aujourd'hui accès à un logement CROUS. Il est grand temps d'agir.

A quand des logements de qualité ?

Au delà de l'aspect quantitatif, la question de la qualité des logements est cruciale pour la réussite de nos parcours. Comment être apte à se concentrer sur un devoir quand le bruit et l'humidité nous empêchent d'être en forme ? Combien de cités-u sans accès à internet ? Combien de cités-u sans salles de travail et même sans micro-ondes, sans cuisines ?



Le service public pour sortir de la crise du logement.

La spéculation financière est responsable de l'augmentation des loyers et de la mauvaise qualité de nos logements, conséquences de tant de difficultés pour nous. Quand les spéculateurs rachètent des résidences privées ou des petits studios étudiants, peu leur importe l'intérêt des étudiants : seul le profit compte.

Le marché immobilier est incapable d'assurer nos besoins. Un véritable service public du logement, garant de l'intérêt de tous, est la solution pour des logements de qualité et pour tous.



Union des Etudiants Communistes



5 solutions pour Des logements de qualité :

Avec l'UEC, les étudiants se mobilisent pour :

- 1** — **La baisse des loyers.** Cela passe par la maîtrise du service public sur le logement.
- 2** — **La rénovation des cités-U CROUS et la construction de nouvelles résidences.**
- 3** — **La nationalisation des résidences privées et des appartements spéculatifs.** Pour permettre le triplement du nombre de places en CROUS à des loyers accessibles et pour mettre fin à la spéculation.
- 4** — **Des résidences par et pour les étudiants.** Avec la présence de véritables lieux de vie dans les bâtiments (bibliothèques, foyers...).
- 5** — **Des droits égaux entre étudiants étrangers et français.** En ce qui concerne le logement, cela passe par l'ouverture du système d'aides sociales.



DANS TA CITE-U, AGIS AVEC L'UEC

L'UEC est l'organisation politique des étudiants de France. Dans les cités-U et les campus, nous défendons les étudiants. Dans ta résidence, tu peux rejoindre les initiatives des étudiants communistes : de la bataille pour la sauvegarde des APL à l'animation des cités-U, notre mouvement est une force solidaire aux côtés des étudiants.

agissons ensemble

NOM, Prénom :

Téléphone et Mail :

Etablissement universitaire :

A renvoyer à UEC 2, place du Colonel Fabien, 75 019 Paris



etudiants-communistes.org

LETTRE A MES AMIS DE GAUCHE TENTES PAR L'ABSTENTION

Chers amis

L'élection européenne c'est maintenant dans quelques jours. De nombreux électeurs de gauche s'interrogent sur l'utilité d'aller voter et parlent de s'abstenir. On peut comprendre leurs raisons. Après avoir chassé Sarkozy, nous avons sa politique qui continue avec Hollande et Valls. Et L'Europe, sourde aux volontés des peuples, impose l'austérité sur tout le continent.

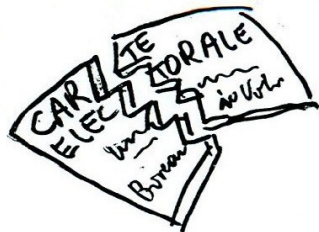
Mais réfléchissons ensemble.

«Faire du bruit» avec l'abstention le jour d'un scrutin fait entendre la colère certes, mais après ? Après, rien ne bouge, bien au contraire, une fois les lamentations habituelles sur la « forte abstention » tout continue comme avant. Et le silence des médias sur les européennes démontre que le système en place s'accommode fort bien de cette situation.

LA COLERE EST MAUVAISE CONSEILLERE

.. DECHIRER

sa carte d'électeur, c'est comme se couper les bras pour mieux soulever une caisse ..



S'ABSTENIR

c'est laisser faire une politique que l'on réproouve, Au lieu de s'y OPPOSER



NE LES LAISSEZ PAS SE MOQUER DE VOUS

Il s'abstiennent! On va pouvoir continuer à leur en mettre plein la tête



SANCTIONNEZ

POSITIF :

VOTEZ

Il faut s'en mêler pour bousculer la situation. Et il y a des enjeux.

D'abord, contrairement à une idée reçue, le Parlement européen n'est pas dépourvu de pouvoir. Aujourd'hui ce sont les parlementaires, majoritaires, convertis au libéralisme, conservateurs comme sociaux-libéraux, qui se soumettent aux injonctions des marchés. Ce sont eux, préoccupés avant tout de plaire aux banques et aux actionnaires, qui ont voté la directive de Bruxelles privatisant les services publics et celle sur les « travailleurs détachés ». Ce sont eux qui ont favorisé le dumping social. Après le vote, les nouveaux députés européens auront à se prononcer sur le futur président de la Commission ou bien encore sur l'adoption du traité transatlantique.

Et justement, les différentes enquêtes d'opinions en Europe mettent en évidence que les alliés du Front de gauche en Europe augmenteraient sensiblement le nombre de leurs élus, unis au sein du groupe de la Gauche unitaire européenne.

Une progression pouvant leur permettre de constituer le troisième groupe, loin devant la coalition des extrêmes droites. Un groupe important avec les député-e-s du Front de gauche, ça changerait tout au Parlement européen.

Dans un sondage européen interrogeant sur « l'efficacité des politiques d'austérité », seuls 5 % des citoyennes et des citoyens des 28 pays interrogés répondent oui, 51 % non. 60 % pensent qu'« une autre politique est possible », 25 % ne le pensent pas. Imaginez quelle force cela aurait si toutes ces opinions se traduisaient dans le vote.

Alors oui, pour faire le choix de « l'humain d'abord », pour sanctionner les politiques d'austérité, en France comme en Europe, cela vaut le coup de voter Front de gauche le 25 mai prochain. Et d'en parler aux amis, à la famille, aux collègues...

CONTRE L'EUROPE DE LA FINANCE

POUR L'HUMAIN D'ABORD

LE 25 MAI JE VOTE FRONT DE GAUCHE

Je vote quoi qu'il arrive!

Je ne peux pas aller voter le 25 mai. Je donne procuration à un proche ou à un militant communiste ou du Front de gauche inscrit dans la même commune.

Pour tout savoir sur les démarches ou être mis en relation avec des électeurs de ma commune pouvant porter ma voix : procuration.pcf.fr

A voir sur l'internet

Europe : aux urnes citoyens !

http://www.dailymotion.com/video/x1vb7h5_ep-24-europe-aux-urnes-citoyens_news

Pierre Laurent invité des 4 vérités le 12 mai 2014 sur France 2

http://www.dailymotion.com/video/x1ufqt1_pierre-laurent-invite-des-4-verites-le-12-mai-2014-sur-france-2_news

Émission officielle du Front de gauche pour les élections européennes : <http://www.pcf.fr/sujets/280?page=10>

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...

<http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : « Ambroise Croizat », conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>



**L'Humanité et l'Humanité
Dimanche sont en grand danger.**

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>